



RECHERCHE OPÉRATIONNELLE SUR LA REDEVABILITÉ SOCIALE DANS LES POLITIQUES SUR LES DROITS EN SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES ADOLESCENT·E·S ET DES JEUNES

Presentation – 2024

**Présentée par Dr
Gafou DIOP**



SOMMAIRE

01 I. Introduction
Générale

02 II. Approche
méthodologique

03 III. Résultats de la
recherche

04 IV. Leçons apprises,
Conclusions et
recommandations

01

02

03

04



PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION GENERALE

1.1 Présentation sommaire du projet

- Le programme quinquennal Power to You(th) (PTY) est développé par un consortium comprenant Amref Flying Doctors, Rutgers et Sonke Gender Justice, ainsi que leurs partenaires nationaux, avec le soutien financier du ministère néerlandais des Affaires étrangères.
- L'objectif stratégique global du programme "PTY" est de contribuer à ce que davantage d'AJF issus des communautés mal desservies participent de manière significative à toutes les décisions visant à mettre fin aux pratiques néfastes telles que les MGF/E et les ME/PF, les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) et les grossesses non désirées, qui portent atteinte à leur santé et à leurs droits.
- Au Sénégal, durant cinq ans, il est mis en œuvre dans cinq zones d'intervention : Dakar, Thiès, Diourbel, Fatick et Matam. Dans chacune de ces zones, le projet PTY collabore avec les districts sanitaires, douze OSC, des partenaires étatiques, des organisations de jeunes, des services décentralisés, des ministères sectoriels et l'ensemble des décideur·euse·s.

1.2 OBJECTIFS ET QUESTIONS DE RECHERCHE

- **Objectifs de recherche**

- Identifier les approches et outils efficaces
- Cartographier les meilleures pratiques
- Comprendre les dynamiques communautaires
- Évaluer les besoins des jeunes en plaidoyer et responsabilisation

Quelles sont les approches et les outils efficaces utilisés par le projet PTY Sénégal pour assurer la redevabilité sociale

01

Quelles sont les meilleures pratiques identifiées en matière de redevabilité sociale dans le domaine des DSSR au Sénégal ?

02



03

Quelles sont les dynamiques communautaires qui favorisent ou freinent l'utilisation des mécanismes de redevabilité sociale dans les DSSR ?

04

Quels sont les besoins des jeunes en matière de renforcement des capacités pour le plaidoyer et la responsabilisation des décideur·euse·s ?

1.3 Analyse documentaire

- **Revue littérature sur les DSSR**

Au niveau international, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a une définition claire des droits en matière de SSR, qui inclut les adolescent·e·s. Selon l'OMS (2010), la santé sexuelle et reproductive se définit comme : "Un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en relation avec la sexualité ; ce n'est pas simplement l'absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité. Cette définition met en avant plusieurs droits fondamentaux en matière de SSR, applicables aux adolescent·e·s : droit à l'information et à l'éducation, droit aux services de santé, droit à la vie privée et à la confidentialité, droit de décider librement et de manière responsable, droit à la protection contre les abus et la violence.

- **Définition de la redevabilité sociale**

La Banque mondiale (BM) définit ainsi la redevabilité sociale: "la responsabilité peut être définie comme l'obligation des détenteurs du pouvoir de rendre compte ou d'assumer la responsabilité de leurs actions. Les détenteurs du pouvoir font référence à ceux qui détiennent le pouvoir politique, financier ou autre incluant des responsables du gouvernement, des entreprises privées, des institutions financières internationales et de la société civile organisations (Maléna et al., 2004).

1.3 Analyse documentaire (Suite 1)

- Importance de la redevabilité sociale en matière DSSR
- La redevabilité sociale en matière de DSSR des A&J est essentielle pour assurer que ces groupes aient accès à des services de qualité et à des informations adaptées.
- Les principaux éléments ci-dessous énumérés mettent en lumière son importance:
 - Amélioration de la qualité des services
 - Participation citoyenne
 - Transparence et responsabilité
 - Renforcement des droits
 - Mécanismes de suivi et d'évaluation

1.3 Analyse documentaire (Suite 2)

- Situation de la santé au Sénégal concernant les DSSR
- Cadre législatif et politique de la SSR au Sénégal
- Loi de 2005 : La santé sexuelle et reproductive (SSR) est reconnue comme un droit fondamental pour tous, sans discrimination d'âge, de sexe, de richesse, de religion ou de statut.
- Constitution : Articles 9 et 17, garantit le droit à la santé à tous les citoyen·ne·s et l'accès aux services de santé et de bien-être aux familles en général et celles vivant en milieu rural en particulier
- Plan Sénégal Émergent (PSE) 2018 : Met l'accent sur l'amélioration de l'accès aux services de santé, la prévention des maladies et le renforcement de la santé maternelle et infantile.
- Engagement depuis 1994 : Programmes pour la santé des adolescent·e·s et jeunes, soutenus par le Ministère de la Santé et de la prévention du Sénégal et des partenaires techniques et financiers (PTF).

1.3 Analyse documentaire (Suite 3)

Financement de la santé

Ressources principales:

- État sénégalais : 51% du financement pour le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)
- Partenaires extérieurs : 26,7%
- Populations et collectivités locales : 19,3% et 3% (Touré et al., 2012)
- Stratégie Nationale de Financement de la Santé (SNFS) :
- Objectif : Accès universel à des services de santé de qualité (Couverture Sanitaire Universelle)

Axes stratégiques:

- Pour relever les défis du financement de la santé et tendre vers la CSU, la SNFS a défini parmi ses axes stratégiques la mobilisation accrue des ressources financières avec comme lignes d'actions :
 - ✓ L'augmentation substantielle de la contribution de l'État et de ses démembrements (secteurs publics et collectivités territoriales) au financement de la santé ;
 - ✓ La rationalisation des ressources ;
 - ✓ Le développement de stratégies de financement innovantes ;
 - ✓ La mobilisation du financement extérieur

1.4 Contexte législatif et politique



1

Depuis la Conférence du Caire en 1994, progrès dans la réduction de la mortalité et l'accès à la contraception, mais pratiques néfastes (MGF/E, ME/PF) persistent.



2

La loi sénégalaise sur la santé de la reproduction garantit un accès universel, mais les avancées restent inégales, impactant les jeunes filles vulnérables.



3

Indicateurs faibles en santé reproductive : faible accès à la planification familiale, taux élevés de grossesses précoces et de mariages d'enfants.



4

Initiatives comme le plan SRMNIA (2018-2022) existent, mais restent sous-financées pour les jeunes.



5

société civile dynamique encouragent l'action, soutenues par le programme PTY et les partenaires techniques et financiers (PTF).

1.5 Problématique



Importance des politiques SSR

Les politiques de SSR sont essentielles pour garantir aux adolescents·e·s et jeunes femmes des communautés marginalisées l'accès à leurs droits, leur de faire des choix éclairés et de se protéger contre les pratiques néfastes;



Rôle du projet PTY

Le projet PTY avec l'accent sur la redevabilité sociale, incitant les communautés à demander des comptes aux autorités locales, tout en cherchant à combler les lacunes dans la connaissance des meilleures pratiques et dans la compréhension des dynamiques communautaires influençant cette redevabilité.



Obstacles persistants

Malgré la reconnaissance de la RSS comme un droit fondamental par la loi sénégalaise de 2005, des obstacles subsistent, en particulier pour les jeunes dont les besoins sont souvent ignorés, et il existe un manque d'application efficace des politiques;



DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

Démarche générale : Approche participative et inclusive



Quels sont les outils/mécanismes qui ont été employés par PtY Sénégal?
Les OSC et les communautés adoptent-elles d'autres types de mécanisme ?
Quels sont les facteurs qui empêchent leur utilisation ?
Les outils utilisés par PtY sont-ils spécifiques à chaque zone d'intervention et améliorent-ils les rapports entre les différentes parties prenantes dans le domaine des DSSR ?

Techniques de collecte de données :

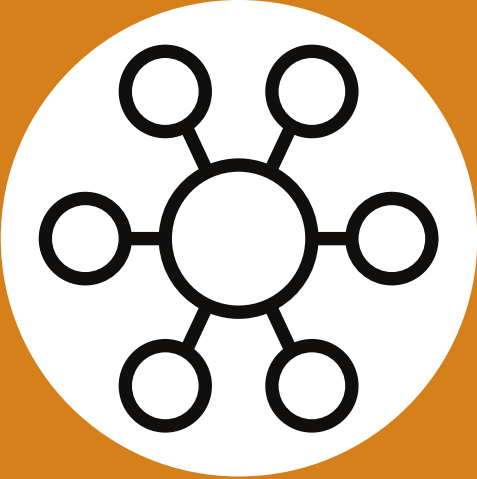


Ateliers de formation pour jeunes chercheurs
Interviews avec les parties prenantes
Groupes de discussion

Population Étudiée



Groupes cibles : Acteurs diversifiés (OSC, jeunes, acteurs sanitaires, autorités locales et centrales, etc.)
Statistiques de collecte de données : 44 entretiens individuels et 12 groupes de discussion



3.1 Cartographie des pratiques de la redevabilité sociale



3.2 Les meilleures pratiques de redevabilité



3.3 Analyse des dynamiques liées à la redevabilité



Résultats Principaux:

3.1 Cartographie des pratiques de redevabilité

Les Outils et mécanismes de redevabilité sociale dans le cadre du projet PTY Sénégal

- **Plateforme CI LAA BOKK:** Les résumés des débats sont diffusés et utilisés comme outils de plaidoyer et de mobilisation. Il convient de noter que des plateformes régionales ont déjà été mises en place dans les différents districts d'intervention et rejoindront la plateforme nationale une fois celle-ci opérationnelle.
- **Auditions citoyennes :** l'audition citoyenne peut prendre différentes formes et être adaptée en fonction du contexte local et des besoins spécifiques de la communauté. Cela peut inclure des séances d'information, des ateliers de formation, des consultations publiques et d'autres mécanismes de participation citoyenne. Cette approche a permis aux membres de la communauté de mieux comprendre le fonctionnement de leur collectivité territoriale, y compris ses compétences, ses budgets et ses politiques.
- **Audiences publiques:** permettent aux citoyens·ne·s de poser des questions directes et d'exiger des réponses des responsables politiques et des prestataires de services concernant la mise en œuvre des politiques DSSR. Cependant, les échanges avec les AJF (Adolescent·e·s et Jeunes Femmes) et les jeunes des zones d'intervention du projet révèlent une certaine méconnaissance de ce concept.

Résultats Principaux:

3.1 Cartographie des pratiques de redevabilité (Suite 1)

3.2 Les meilleurs pratiques en matière de redevabilité sociale



Les autres mécanismes de redevabilité en place

Les autres mécanismes de redevabilité en place

- Sessions d'orientation budgétaire et foires communautaires
- Dialogues intergénérationnels
- Émissions radios et réseaux sociaux

Quelques autres types de redevabilité identifiés du côté des autorités

- Centres Conseils Ados et Espaces ados
- Réunions communautaires au niveau des postes de santé
- CDD ET CDPE

Facteurs facilitant l'utilisation des mécanismes de redevabilité sociale

- Efforts collectifs
- Etablissement des relations avec les autorités
- Responsabilisation des jeunes
- Sensibilisation des acteur·rice·s
- Plaidoyer et formations des OSC, des nouveaux·elles élu·e·s locaux·ales et les membres des CDS

3.3 Dynamiques communautaires :

Dynamiques entravant l'utilisation des mécanismes de redevabilité sociale

- **La redevabilité sociale est un sujet nouveau pour les A&J et les communautés**
- **Obstacles d'accessibilité**
 - L'accès aux espaces et activités
 - L'accès à l'information
- **Obstacles culturels et sociaux**
 - Résistances culturelles et sociales
 - Stigmatisation
 - Manque de soutien (financier) et d'incitations à la participation pour les jeunes
 - Reconnaissance de la voix des A&J
 - Le manque de confiance
 - Manque de soutien financier
- **Manque de volonté des autorités**

Analyse des facteurs favorisant la participation aux activités de redevabilité sociale :

- Utilisation des médias
- Formation et renforcement des capacités

QUATRIÈME PARTIE : LEÇONS APPRIS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1 LEÇONS APPRIS

La redevabilité sociale est mise en œuvre sans que la terminologie ne soit utilisée



Manque de mécanismes spécifiques à la DSSR



Pérennisation des plateformes régionales et fréquence des sessions d'orientation



Les parties prenantes et leur mission en matière de redevabilité sociale

QUATRIÈME PARTIE : LEÇONS APPRISSES, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



4.2 CONCLUSION

- Approches et outils efficaces du projet PTY : Participation communautaire : outils innovants pour la gouvernance des DSSR
- Exemples clés :
 - Audiences citoyennes
 - Auditions citoyennes
 - Plateforme CI LAA BOKK
 - Sessions d'orientation budgétaire
- Meilleures pratiques en matière de redevabilité sociale:
- Pratiques identifiées :
 - Coordination entre OSC et autorités
 - Relations avec les autorités (audiences publiques)
 - Responsabilisation des jeunes (auditions citoyennes)
 - Sensibilisation et renforcement des capacités



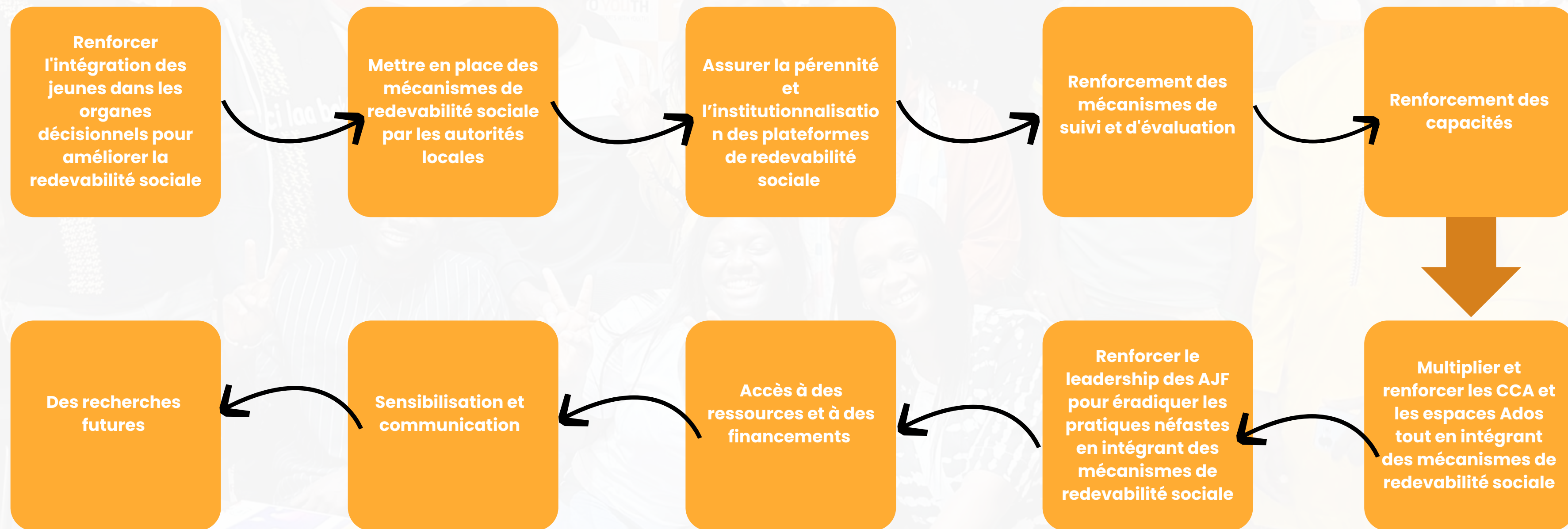
QUATRIÈME PARTIE : LEÇONS APPRISSES, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



- **Dynamiques communautaires – Favorisant ou freinant la redevabilité sociale**
- **Facteurs facilitateurs :**
 - Mobilisation des leaders communautaires
 - Collaboration avec les associations locales
 - Rôle central des groupes de jeunes
- **Obstacles :**
 - Accessibilité limitée à l'information
 - Tabous et normes socioculturelles
 - Méfiance envers les institutions locales
- **Besoins des jeunes pour le renforcement des capacités**
- **Axes de renforcement :**
 - Plaidoyer pour les droits et participation aux processus de décision
 - Planification locale et budgétisation
 - Accès équitable aux espaces de dialogue comme les CCA



4.3 Recommendations:





Merci

pour votre attention

